Écrite moins d'un an après la crise de 2008, cette brochure reste toujours, et aujourd'hui encore plus, d'actualité. Ce qui apparaissait alors comme une simple crise financière, cyclique, se dévoile de plus en plus comme crise du rapport capitaliste, et en premier lieu de sa marchandise essentielle : l'argent.

Depuis qu'existent les exploiteurs, les exploités s'organisent. Mutuelles paysannes en Prusse au 19e, grèves des loyers à Barcelone en 1935 ou auto-réductions collectives dans l'Italie des années 70 n'en sont que les exemples les plus fameux. Tous les jours, des millions de personnes pratiquent le vol, la débrouille, des formes de grèves individuelles ou collectives pour subsister ou améliorer un tant soi peu leur quotidien.
Il s'agit alors d'en imaginer des perspectives collectives, recréer une solidarité de classe, en faire des moyens de luttes.

En Grèce, contre les politiques d'austérité, le mouvement "On ne paie plus" prend chaque jour plus d'ampleur : remise en route des compteurs électriques débranchés, actions contre les transports payants, les impôts...
S'attaquer à l'argent, s'en séparer, reste l'un des moyens les plus efficace pour s'attaquer à ce monde grisâtre.

textes écrits et rassemblés début 2009 (collectif)

édité en octobre 2011
Bibliothèque du Malandrin | http://malandrin.noblogs.org

Ne plus payer

Quelques perspectives pour des pratiques de lutte et de réappropriation collectives

UN INDIVIDU QUELCONQUE, DANS UN SUPERMARCHÉ QUELCONQUE, reluque une tablette de chocolat ; la meilleure, celle avec les noix de pécan caramélisées. 2€82, presque 20 balles, à l'époque ça faisait un paquet de clopes. Ça ferait tellement plaisir aux gamins… Mais y'en a pour cher dans le caddie, déjà qu'il a craqué pour les crèmes dessert à 3€05. Tout bien réfléchi, 2€82, sur la centaine d'euros du ticket de caisse au final, ça ferait une ristourne qui compenserait à peine l'augmentation des prix depuis la rentrée. Un coup d'œil à droite, un coup d'œil à gauche, personne dans le rayon, la tablette finit dans la poche intérieure de la veste. Ce chocolat aura un petit goût d'adrénaline, et de revanche ; revanche sur la grande distribution et son racket légal, et revanche sur cette société qui n'est même pas capable d'offrir ce qu'elle promet au plus grand nombre : la consommation d'un pseudo-luxe industriel. Ce qu'elle n'offre pas de bonne grâce, on peut le prendre.

BIBLIOTHÈQUE DU MALANDRIN

Les livres s'entassent dans les bibliothèques sans autre sens qu'un classement alphabétique. On y va presque toujours seul, on est seul face à son livre. C'est le fantasme du lecteur moderne : l'élévation personnelle et individuelle.

Au Malandrin, on cale nos bouquins avec des pavés en espérant qu'ils donnent à réfléchir collectivement.

Les idées s'améliorent, le sens des mots y participe.

Il y a des récits de lutte, de la théorie critique et plein d'expériences pour réfléchir sur la vie. Pour que les livres sortent des livres, soient partagés et aident à l'élaboration d'idées collectives ! Ce qui a été pensé et vécu dans le passé n'est pas toujours mort et on peut se le réapproprier.

Cette bibliothèque est ouverte à tous. Chacun a vocation à participer à l'expérience qui tente de s'élaborer. On peut y emprunter des livres et en ramener.

Permanences et infos :
http://malandrin.noblogs.org
malandrin@riseup.net

La police :

Le rôle de la police est bien de nous faire payer : par des dommages et intérêts carabinés, des coups de flash balls, des épées de Damoclès ou des années de taules… De nous faire payer nos rébellions et nos débrouilles, nos outrages et nos manifs, jusqu'au simple fait de se promener dans la rue ou de montrer un brin de solidarité. C'est de cette nécessité de solidarité face à la justice que sont nées des « caisses » à Lyon, Dijon, Paris, Avignon, Rennes et ailleurs. Pour trouver collectivement des thunes avec des cotises ou des soirées de soutien, mais aussi pour organiser la défense juridique et surtout pour tisser les liens forts seuls à même de rendre les révoltes indivisibles et imprenables.

L'argent :

La distribution pure et simple ne marche pas encore très bien en France, comme l'a prouvé la tentative de jets de billets par la start-up Rentabiliweb, ce 14 novembre à Paris. Déçus de l'annulation de l'opération, les badauds s'en sont remis à des méthodes plus convenues, avec le pillage de quelques magasins et un ciblage véhéments des flics et journalistes venus troubler la fête.

Ne pas payer, c'est peut-être bien le geste politique de l'époque. Non pas qu'il puisse exister quelque chose comme un parti chargé de défendre les intérêts des mauvais payeurs, non, pas ce « politique » là. Mais politique parce que c'est un geste négatif, de refus, un geste premier, comme la grève, la vraie grève, sur le tas. Ne pas payer, c'est faire la grève de l'acheteur. Et puis c'est prendre au mot l'ambition claironnée partout de « réduire les inégalités » : les lois de la physique capitaliste sont ainsi faites que si l'argent circule c'est pour mieux finir dans la caisse de ceux qui en ont déjà beaucoup ; ne pas payer c'est toujours ça que ceux-là n'auront pas.

Auto-réduction :

pratique individuelle ou collective qui consiste à refuser de payer le prix demandé pour différents services, l'électricité, le téléphone, les transports, les loyers, et même la nourriture et les autres biens de consommation. On paye soit l'ancien prix (lorsqu'il augmente), soit moitié prix, soit rien du tout.

Dans un monde où la réalité est économique, où tout est investissement, profit, capital, y compris et surtout nos relations sociales, ne pas payer c'est s'attaquer à la matrice.

En dernier ressort, l'économie ne tient que par deux choses : la police et le culte de l'argent. L'argent est respecté comme équivalent universel, parce qu'il met tout sur le même plan : dans ce bas monde, tout s'achète. La puissance de l'argent, c'est qu'il permet d'établir le juste rapport entre un voyage en Inde, un melon et un char d'assaut ; entre une chanson, une heure d'activité humaine et une paire de baskets. Au final, tout se vaut, ce n'est plus qu'une question de quantité. L'argent régit les rapports entre les gens et les choses, et règne sur le monde comme un souverain sur son royaume : comme garant de la cohésion de l'ensemble.

Le mauvais payeur commet alors d'abord un crime de lèse-majesté : son geste dit « l'argent est nu », et il est nu en effet ; car l'argent – qui pourrait paraître la chose la plus profane au monde – n'est plus rien s'il ne possède plus ce caractère sacré qui en fait la mesure de toute chose. Quelles que soient les motivations de l'automobiliste qui fraude l'autoroute, du chineur qui préfère recycler les encombrants plutôt que d'aller s'équiper chez Ikéa ou de la squatteuse qui occupe une maison vide, chacun de leur acte est un petit blasphème qui entaille un peu la toute-puissance du Grand Équivalent et sape ainsi les bases de l'ordre économique.

Il a fallu que la tête de Louis XVI roule dans un panier pour que la France se convainque qu'elle pouvait vivre sans roi, il faudra plus que des menus larcins pour se défaire du culte de l'argent. Même avec la plus rigoureuse application à ne plus payer, la thune nous tient de tous les côtés. Difficile d'envoyer chier son patron, ou même de se mettre en grève, quand on a des crédits sur le dos, ou simplement « l'habitude

" S'organiser pour ne plus payer "

Le luxe...

Autour de 97-98, un peu partout en France, des chômeurs qui refusaient de se contenter d'implorer quelques miettes de plus ou l'octroi d'un boulot de misère, décidèrent de mener la belle vie et commencèrent à s'inviter en groupe dans les grands magasins, les restaurants quatre étoiles, les cinémas ou les théâtres… Alors qu'un pic d'arrivée au chômage est annoncé pour début 2010, et que des dizaines de milliers de nouvelles personnes vont devoir faire leur preuve dans des pôles emplois ingérables aux employés pressurisés, des comités de chômeurs et précaires se recréent dans de nombreuses villes, initient des marches, occupent les mairies sur un air de « nous ne paierons pas leur crise ». On dirait que ça sent le retour des lundis au soleil et des déambulations joyeuses.

ceux qui se retrouvent seuls face aux banques et aux expulseurs, à ne plus pouvoir rembourser les crédits ou payer le loyer, certains tentent de trouver des solutions collectives : des maisons vides sont occupées, réquisitionnées, par nécessité, parce qu'on a pas de thune, pas de papiers mais aussi par ce qu'on en a marre de vivre dans des chambres dortoirs et qu'on veut des maisons où l'on puisse respirer, créer, s'organiser.

D'autres comme à la cité Viscose à Grenoble, se lient avec les mal-logés des divers quartiers de la ville, lancent une grève partielle des loyers pour geler l'augmentation des charges… et gagnent rapidement face aux bailleurs sociaux qui craignent la propagation. Si comme l'affirme le vieil adage populaire, « la propriété c'est le vol ! », il ne nous reste plus qu'à leur rendre la monnaie de leur pièce.

La terre et les tomates :

En novembre, 300 paysans sans-terre et collectifs se sont rassemblés dans l'Hérault avec pour but d'arracher l'accès aux terres, en occupant s'il le faut, pour briser le monopole de l'industrie agro-alimentaire. En ville où chaque bout de friche est rentabilisé pour le développement urbain, il reste possible de se regrouper pour s'organiser avec des maraîchers locaux ou pour mener la guérilla jardinière à coups de potagers sauvages.

Les licenciements :

Depuis janvier dernier, des milliers d'ouvriers à travers la France, destinés au rebut, ont séquestré leurs patrons, brûlé des machines, des barricades, ou enrubanné leur bâtiment de bouteilles de gaz, pour enrayer le processus ou arracher, au moins, le plus d'argent possible sur les bénéfices des actionnaires et les parachutes dorés. Les Contis ont montré la voie en mobilisant sur plusieurs mois, allant jusqu'au saccage de la préfecture, et finissent par partir avec 50 000 euros de primes.

Les loyers :

En Italie en 73 face à la crise et au démantèlement des bases de luttes ouvrières, divers mouvements lancent un appel à reprendre la ville et répandent la grève des loyers. En 1974, 600 familles ouvrières à Turin se mettent à squatter des bâtiments vides. En 1976 à Milan, 5.000 familles squattent, 20.000 auto-réduisent leur loyer et 12.000 leur facture d'électricité. 100 bâtiments sont ouvertement squattés. « Les retards de paiement des loyers, habituellement de 1 à 2%, ont grimpé à un niveau "politique" : 20%. » En France aussi à la même période, de nombreux squats s'ouvrent et de 1975 à 80 les travailleurs immigrés se lancent dans une bataille nationale avec le gestionnaire de foyers Sonacotra et auto-réduisent leur loyers.

Près de 40 ans plus tard, la « bulle immobilière » s'en met tellement outrageusement plein les poches qu'elle fait tomber la bourse, et les agences, proprios, jusqu'aux sociétés mixtes de logements sociales prospèrent toujours grâce au racket ancestral de ceux qui font payer très cher leur richesse aux autres. En France plus de 3,5 millions de personnes sont considérées comme sans logement ou très mal-logées. Il y a pourtant 2 millions de logements vacants, c'est-à-dire inoccupés depuis plus de deux ans, 3 millions de résidences secondaires, occupées moins d'un mois par an, sans compter les 3,5 millions de m² de bureaux vides rien qu'en Île de France. Alors que nombreux sont

d'avoir du fric ». Et plus largement, c'est tous les jours et pour presque tout le monde que la question de remplir le porte-monnaie se pose, et structure une bonne partie de nos vies. On n'y coupe pas et on doit faire avec. Il s'agirait désormais de pouvoir faire contre.

Faire contre l'argent, ce n'est pas faire sans, ce n'est pas faire semblant, comme si on pouvait s'en libérer immédiatement. C'est propager les gestes déjà nombreux et répandus qui viennent déglinguer les rouages du cycle monétaire : privilégier les rapports où il est possible de s'en passer, frauder, voler, se démerder pour en gagner sans que ça bouffe trop la vie (arnaquer son patron sur le temps de travail effectif ou passer à travers les mailles du filet à repêcher les rmistes). Ça nécessite de se frotter un peu aux dispositifs de contrôle social, du portique anti-vol au conseiller pôle emploi, en passant par le flic et les regards désapprobateurs des honnêtes citoyens qui font tellement bien semblant d'avoir envie de continuer de payer qu'ils arrivent à s'en persuader.

Réussir une jolie arnaque, ou sortir avec une bonne bouteille au nez et à la barbe d'un vigile, ça a quelque chose de grisant, de joyeux. Pour la beauté du geste, et aussi pour ce qu'il a d'effronté et de libérateur. Quelque part, ça veut dire : « votre économie prend l'eau ? Vous coulerez sans nous » ; c'est une petite reprise en main de son destin face aux injonctions à vivre au rythme des reflux du cours de la bourse. Et puis en faussant le rapport marchand, ça pose en négatif la question de la valeur : si les choses ne

...ou la misère :

D'ores et déjà, plutôt que de se retrouver seuls face aux broyages administratifs, à Montreuil, Evry, Rennes ou ailleurs, des personnes se rassemblent et envahissent les CAF et Pôle emplois, trouvent des complices dans les files d'attente interminables et tiennent pied jusqu'au déblocage des indemnités impayées, des refus de renouvellement de contrat d'insertion et autres flicages intempestifs.

valent pas leur prix, qu'est-ce qu'elles valent ? Pour peu que la pratique du vol ou de la fraude ne fonde pas une nouvelle micro-économie consumériste (ce qui peut arriver quand elle ne devient plus qu'une activité lucrative), la réponse à cette question fait entrevoir de nouveaux possibles, d'autres mondes.

Comme tout geste politique d'une époque pas franchement révolutionnaire, celui du mauvais payeur ne se suffit pas à lui-même et atteint rapidement ses limites. La première de ces limites, c'est que ça reste presque toujours un acte individuel. Seul, même en pratiquant intensément l'art de ne pas payer, on finit toujours par être rattrapé par le monde de l'argent.

LE SUJET RÉVOLUTIONNAIRE DU MOUVEMENT OUVRIER N'ÉTAIT JAMAIS ISOLÉ, il avait l'usine, et le syndicat, pour se constituer en force. Le propre du payeur c'est d'être seul avec sa carte bleue, et ce dont il peut disposer de mieux pour se lier à ses semblables ce sont les coopératives d'achat ou les associations de consommateurs, qui ne sont pas précisément les bases les plus solides pour bâtir une société nouvelle.

De leur côté, le commerce équitable et l'achat responsable participent de « progrès » viendra nous délivrer de la nécessité de payer. Le progrès s'expose partout comme l'extension du royaume de l'argent, au prix d'une intensification de l'exploitation coloniale, de la multiplication des catastrophes dites environnementales et de la pacification sociale militarisée. Ne plus payer sera forcément prendre ici et maintenant et dans le même mouvement repenser les modes de production et notre addiction à la marchandise, s'en emparer pour se libérer et s'organiser pour s'en passer.

La crise n'est que le nom d'une restructuration de l'économie, le Capital est en manœuvres, à la recherche d'une nouvelle stabilité. Mais c'est aussi un moment mouvant où ses dogmes vacillent et où son monde se craquelle. Nous pouvons subir l'histoire jusqu'à l'acceptation d'un nouveau stade d'appauvrissement de nos existences, ou décider d'en faire un moment privilégié pour porter des coups.

Les crédits :

Chacun sait que le banquier est le pire des voleurs et depuis Jesse James ou Mesrine, on fait rarement héros plus populaire que celui qui emploie son art à voler les banques. Sans sa reddition un peu décevante, Tony Musulin était en passe de devenir un modèle pour la jeunesse. Sur un mode plus partageur, le célébre faussaire franco-espagnol, Lucio Urtubia finançait les groupes révolutionnaires dans les années 70 et au début des années 80, en dupliquant des milliers de travellers chèques de la First national city bank américaine. Il sera arrêté mais les planches n'ayant pas été retrouvées, il négociera sa libération et une grosse somme d'argent contre leur restitution.

L'électricité:

Avec quelques précautions et un peu d'imagination, une corde de guitare, un aimant ou une mèche fine, il y a toujours moyen de bidouiller son compteur ou de se reconnecter en douce au réseau. Mais c'est encore plus agréable quand on se sent soutenu par les employés des services concernés. En 2005, des « Robins des bois » en camionnettes bleues, sillonnent plusieurs villes pour remettre le courant des familles dans la mouise. Durant leur mouvement du printemps 2009, les grévistes d'EDF ont multiplié les basculements en tarif de nuit, les remises au jus de foyers coupés, mais aussi les disjonctions ciblées sur les administrations, entreprises, medefs, mairies et préfectures.

du vol de proximité depuis quelques mois : « Je connais ma clientèle et je sais que ce n'est pas la pègre, ni des gens sans le sou. Mais ils essayent de me carotter à chaque passage en caisse. Ça devient maladif. Ils ne raflent pas de produits onéreux, comme les spiritueux. Ils se contentent de produits alimentaires de base, du chocolat ou de la charcuterie. En tant que clients fidèles, ils estiment qu'ils peuvent se servir »

Pendant ce temps, dans diverses villes, certains ont tenté tout au long de l'année de renouer avec la pratique de s'introduire à quelques dizaines dans un magasin, de remplir les caddies et de partir après quelques discussions ou directement en force… sans payer. La palme de l'esprit d'initiative pourrait revenir à la centaine de personnes qui se sont évanouies à travers champs depuis un super U de la campagne bretonne, après avoir lancé quelques fusées de détresses sur les premiers policiers arrivés sur les lieux. Le déploiement sur place d'une équipe cynophile, d'un hélicoptère et de nombreuses forces policières n'a, à ce jour, permis de retrouver aucun de ceux qui ont signé « Une horde d'affamés ». Les vivres ont été redistribués quelques kilomètres plus loin à un campement contre la construction d'un nouvel aéroport.

Et puis quitte à aller moins souvent au supermarché, on peut aussi s'inspirer des « barter », les marchés de trocs qui ont essaimés pendant la crise en Argentine, ou des magasins gratuits hollandais ou allemands.

la mythologie du « pouvoir du consommateur ». Foutaises : à la caisse du supermarché bio, le cabas rempli de marchandises au packaging clinquant, on n'a ni plus ni moins de pouvoir que dans un isoloir ; autant dire : pas bézef.

Tandis que la révolution bourgeoise n'a cessé de libérer la circulation de l'argent du monopole étatique et de liquider l'idée même de collectivité, on voudrait nous voir continuer à respecter l'impôt, sous ses formes multiples, pour ce qu'il garantit de restes de protections sociales concédées pour apaiser les luttes. En ces temps où la croyance dans l'État-providence se fissure, celui-ci apparaît surtout crûment pour ce qu'il demeure : le maître d'œuvre du contrôle, le stratège législateur de l'exploitation économique et le renfloueur des banquiers trop joueurs. À nous de ne pas alimenter le mécanisme de notre propre domination, de le priver de ses ressources pour les remettre en jeu dans un commun émancipateur.

Sur un mode plus partageable, un catalan, Enric Duran, a en 2008 contracté 68 crédits auprès de 39 banques pour un montant de 492 000 euros. Une partie de la somme a été reversée à des projets sociaux alternatifs, l'autre a permis la publication d'une revue, Crisi, dans laquelle Enric révèle comment il a extorqué cette somme au « capitalisme financier » : du scotch, des ciseaux et une imprimante. Interpellé en mars 2009 mais insolvable, il ressortira de taule quelques semaines plus tard.

S'organiser collectivement pour ne plus payer, c'est d'abord une nécessité pratique : on est plus malins et plus forts à plusieurs, on fait mieux face aux aléas qu'implique ce genre d'activités. Et plus on est de fous, plus on rit.

Le capital a passé 40 ans à se restructurer pour casser les regroupements stables de travailleurs et s'attaquer aux possibilités de grève au taf… Mais même là où ça marche, il reste toujours possible de porter la grève dans

les rues et les supermarchés ou à la réception des factures et du loyer, de porter des grèves multiples qui ont l'avantage de faire directement salaire et de ne rien coûter sauf à ceux qui nous dépossèdent.

Mais l'organisation collective est aussi une façon de prendre de la consistance : c'est ressentir une certaine puissance, pouvoir commencer à envisager des choses qui demeurent inaccessibles à l'individu isolé, c'est aussi une certaine préméditation qui pose les questions politiques « Qu'est-ce qu'on veut ? », « comment on l'obtient ? », et « qui c'est ce on ? »

La nécessité de payer organise nos existences de l'extérieur, elle fait du travail ou de la recherche de travail notre principale activité, elle cloisonne nos espaces de vie, de jeu, de rencontre. À l'inverse, s'organiser pour ne plus payer pose une certaine exigence : ne plus subir, reprendre la main, construire nos vies par nos luttes et nos luttes par nos vies.

Tout cela engage bien plus qu'au vol et à la fraude : il s'agit d'ores et déjà de dégager des lieux, de trouver des combines, de mettre en commun des moyens, de rencontrer des complices pour élaborer des rapports qui ne soient pas marchands. Pas dans le but d'aménager de petits entre-soi, mais comme des bases solides d'où ébranler l'ordre économique, et qui ont vocation à se propager par contamination en se renforçant les unes les autres.

Certaines des grandes utopies émancipatrices du mouvement ouvrier ont fait long feu. On ne peut plus désormais s'en remettre à la naïve croyance que le

Les Transports:

Se déplacer ne devrait ni être un luxe, ni une suite de checkpoints armés. Il suffit de peu pour optimiser les passages quotidiens par dessus le tourniquet, sous les bagages ou par la porte de derrière. Redistribution des tickets à la sortie à Nantes, réseaux de sms à Amsterdam pour se prévenir des contrôles, sabotage des composteurs à Grenoble ou ailleurs, carte de transports gratuits et ouverture des portes à Bruxelles, mise en place d'une mutuelle de fraudeurs à Paris, de forts liens solidarité avec les grévistes des transports en commun à Barcelone, prélèvement massif des PV sur les bagnoles à Brest ou Rennes, ou encore pour le plein air, la mise à disposition d'une flotte de bicyclettes sans puces traceuses ni cartes bancaires à Montréal.

Les marchandises :

L'année avait bien commencé, avec l'inspirant blocage massif des supermarchés et du reste de l'économie en guadeloupe pour demander la baisse des prix… entre autre, jusqu'à faire reculer le pouvoir.

En novembre 2009, en métropole, Checkpoint systems, vendeurs d'alarmes et caméras pour gérants de supermarchés, s'affole avec la crise de la baisse des dépenses dans les dispositifs de sécurité. Cette société cherche à rebooster ses ventes avec une bonne grosse enquête bien médiatisée, en montrant que les vols sont en croissance exponentielle. Checkpoint prend soin d'affirmer que ça n'a rien à voir avec du vol de produits de première nécessité. Pourtant dans le même temps d'autres indicateurs affirment que le lait pour bébé vient de rentrer dans le top 5 des articles les plus volés, après la viande et le fromage. Checkpoint au contraire, nous explique que la hausse concerne le « vol impulsif pour le plaisir d'objets non nécessaires », comme si toute la société capitaliste et ses publicités n'affirmaient pas sans cesse que n'importe quel gadget, fringue ou portable est un produit de première nécessité. Ils pointent aussi du doigt le « vol pour la revente », qui n'est pourtant qu'une adaptation besogneuse à l'absence de travail ou au dégoût qu'il suscite.

Quoi qu'il en soit, c'est près de 5 milliards d'euros en un an qui sont partis dans des poches délicates, dont un tiers dans celles du personnel des magasins. De son côté, le gérant d'un shoppi de Colmar admet la vulgarisation